



ASSEMBLÉE NATIONALE

17ème législature

Éducation nationale

Question au Gouvernement n° 285

Texte de la question

ÉDUCATION NATIONALE

Mme la présidente . La parole est à Mme Soumya Bourouaha.

Mme Soumya Bourouaha . L'école de la République va mal. C'est le résultat logique, je dirais même prévisible, de sept années de politiques austéritaires (*Exclamations sur quelques bancs des groupes EPR et Dem*), de suppressions de postes, d'abandon des personnels, des élèves et de leurs familles.

M. Laurent Croizier . C'est faux !

Mme Soumya Bourouaha . Pourtant, en octobre dernier, le gouvernement Barnier annonçait la suppression de 4 000 postes d'enseignants. La semaine dernière, la nouvelle ministre de l'éducation nationale a dit « se battre » pour permettre la création de postes d'enseignants à la hauteur des besoins. Nous attendions donc des annonces ambitieuses pour l'école lors de votre discours de politique générale, monsieur le premier ministre. Qu'en a-t-il été ? Rien. Seule la création de 2 000 postes d'AESH a été brièvement mentionnée, cette annonce ayant déjà été formulée par le précédent gouvernement. Rien de nouveau, donc, d'autant que ce recrutement ne remplace en rien celui d'enseignants, les rôles respectifs auprès des élèves étant fondamentalement distincts.

M. Benjamin Lucas-Lundy . Eh oui !

Mme Soumya Bourouaha . Vous n'êtes pas non plus revenu sur la réforme du choc des savoirs, pourtant unanimement rejetée par les enseignants,...

M. Benjamin Lucas-Lundy . Exactement !

Mme Soumya Bourouahapar les personnels et par les parents d'élèves, car synonyme de tri social et scolaire.

Rien non plus sur la reconnaissance du métier d'enseignant. Ils sont les piliers de notre modèle éducatif ; pourtant, leur métier connaît une grave crise d'attractivité. Un chiffre illustre très bien ce constat : au début des années 1980, un enseignant était recruté en moyenne à 2,3 smic. Il l'est aujourd'hui à 1,2 smic : c'est vertigineux ! (*Applaudissements sur les bancs du groupe GDR et sur quelques bancs des groupes LFI-NFP, SOC et EcoS.*)

Enfin, la dissolution de l'Assemblée a mis un terme brutal aux discussions entre les représentants des syndicats et ceux du ministère de l'éducation nationale quant à la nécessité d'un plan de rattrapage pour l'école en Seine-Saint-Denis. Il y a urgence à les reprendre.

Monsieur le premier ministre, vos réponses floues aux interventions des différents groupes, hier, n'ont pas dissipé notre inquiétude ni celle des enseignants. Voici donc ma question : allez-vous revenir sur la suppression de 4 000 postes prévue par le précédent gouvernement ? (*Mêmes mouvements.*)

Mme la présidente . La parole est à Mme la ministre d'État, ministre de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche.

M. Alexandre Dufosset . Et des 49.3 !

Mme Élisabeth Borne, *ministre d'État, ministre de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche* . Il me paraît difficile de soutenir que l'éducation nationale a connu, ces sept dernières années, une politique austéritaire, quand on sait que son budget a augmenté de 15 milliards d'euros depuis 2017. (*Exclamations sur quelques bancs des groupes LFI-NFP et EcoS.*)

M. Benjamin Lucas-Lundy . Demandez ce qu'ils en pensent aux enseignants !

M. François Cormier-Bouligeon . C'est la réalité : 15 milliards en plus, quand même !

Mme Élisabeth Borne, *ministre d'État* . Cependant, je partage tout à fait votre point de vue sur la nécessité d'agir pour notre école. C'est bien le sens de mon engagement dans ce gouvernement : je suis convaincue que l'éducation nationale, c'est l'avenir de notre jeunesse,...

M. Bastien Lachaud . Que de belles paroles !

Mme Élisabeth Borne, *ministre d'État*et que nous devons tout faire pour permettre à chaque jeune de trouver la voie de sa réussite. Évidemment, cela suppose de doter le ministère de moyens suffisants, de disposer de professeurs en nombre suffisant,...

Mme Mathilde Panot . Vous ne connaissez pas bien le sujet !

Mme Élisabeth Borne, *ministre d'État*pour accompagner au mieux les élèves et pour apporter une réponse adaptée à ceux qui sont en difficulté, tout en stimulant les bons élèves. C'est ce à quoi je souhaite m'employer.

Vous avez mentionné les effectifs du ministère et vous m'avez entendue dire que je souhaitais pouvoir bénéficier d'effectifs supérieurs à ceux qui étaient prévus dans le budget initialement présenté par le précédent gouvernement.

M. Bastien Lachaud . Vous n'arrivez même pas à recruter !

Mme Mathilde Panot. Et les 4 000 suppressions de postes ?

Mme Élisabeth Borne, *ministre d'État* . Le premier ministre aura l'occasion de s'exprimer très prochainement à ce sujet (*Exclamations sur quelques bancs du groupe LFI-NFP*) et j'ai bon espoir que nous puissions réellement progresser, en améliorant le taux d'encadrement dans chaque académie pour obtenir des classes moins chargées, et ainsi mieux répondre aux besoins de chaque élève.

M. Pierre-Yves Cadalen . Vous ne répondez pas à la question !

Mme Élisabeth Borne, *ministre d'État* . Je présenterai également les répartitions par académie dans le cadre des discussions avec les organisations syndicales, vendredi prochain ; nous reviendrons très prochainement sur l'évolution globale des effectifs.

M. Pierre-Yves Cadalen . Question simple, réponse confuse !

Données clés

Auteur : [Mme Soumya Bourouaha](#)

Circonscription : Seine-Saint-Denis (4^e circonscription) - Gauche Démocrate et Républicaine

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 285

Rubrique : Enseignement

Ministère interrogé : Éducation nationale, enseignement supérieur et recherche

Ministère attributaire : Éducation nationale, enseignement supérieur et recherche

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 16 janvier 2025

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le 16 janvier 2025